

L'association Pulaar Speaking à la croisée des chemins. Dynamiques migratoires et débats autour du sens à donner à l'action communautaire au sein du collectif migrant haalpulaaren (Mauritanie, Sénégal) aux États-Unis

Pulaar Speaking Association at the Crossroads. Migrations and Debates on the Meanings of Community among a Group of Haalpulaaren Migrants (Mauritania, Senegal) in the United States

La asociación Pulaar Speaking al cruce de los caminos. Dinámicas migratorias y búsqueda del sentido que puede impulsar la acción comunitaria dentro del colectivo de los migrantes haalpulaaren (Mauritania, Senegal) en los Estados Unidos

Olivier Leservoisier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remi/12780>

DOI : 10.4000/remi.12780

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 125-147

ISBN : 979-10-90426-64-1

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Olivier Leservoisier, « L'association Pulaar Speaking à la croisée des chemins. Dynamiques migratoires et débats autour du sens à donner à l'action communautaire au sein du collectif migrant haalpulaaren (Mauritanie, Sénégal) aux États-Unis », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 35 - n°1 et 2 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/remi/12780> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.12780>

L'association Pulaar Speaking à la croisée des chemins. Dynamiques migratoires et débats autour du sens à donner à l'action communautaire au sein du collectif migrant haalpulaaren (Mauritanie, Sénégal) aux États-Unis

Olivier Leservoisiér¹

Si les migrations des Haalpulaaren en Afrique et en Europe ont fait l'objet de recherches approfondies (Diop, 1965 ; Adam, 1977 ; Delaunay, 1984 ; Minvielle, 1985 ; Ba, 1995 ; Bredeloup, 2007, Dia, 2009), en revanche, celles concernant les États-Unis ont peu attiré l'attention des chercheurs (Kane, 2001 ; Kane, 2011 ; Kante, 2014)². Ce constat peut s'expliquer par le caractère récent de ces migrations qui correspondent aux nouvelles destinations choisies au milieu des années 1980 par les migrants originaires de la vallée du fleuve Sénégal, suite notamment aux crises et au durcissement des conditions d'entrée dans les pays traditionnels d'accueil (Gabon, Côte d'Ivoire, France principalement). Mais il renvoie également à une tendance lourde des recherches qui abordent l'étude des migrations haalpulaaren aux États-Unis dans le cadre plus général des migrations sénégalaises, lesquelles restent très largement appréhendées à travers l'exemple des Wolofs et du cas de la confrérie mouride (Ebin, 1990 ; Ebin et Lake, 1992 ; Schmidt di Friedberg et Blion, 2000 ; Babou, 2002 ; Tall, 2002 ; Ba, 2008).

Bien que partageant des expériences migratoires communes avec les Wolofs, les Haalpulaaren arrivés à New York — porte d'entrée historique des migrations sénégaléo-mauritaniennes sur le territoire américain —, ont pourtant très tôt manifesté une volonté d'autonomie, tant sur le plan spatial qu'associatif. Alors que les Wolofs se sont implantés très majoritairement à Harlem où ils fondèrent

1 Anthropologue, Professeur, Université Paris Descartes, CEPED, 45 rue des Saints-Pères, 75006 Paris ; olivier.leservoisiere@parisdescartes.fr

2 Cet article s'appuie sur cinq enquêtes de terrain aux États-Unis d'une durée totale d'environ cinq mois, effectuées depuis 2013, essentiellement à New York, mais aussi à Washington et dans l'État de l'Ohio à Columbus. Mes recherches anthropologiques antérieures dans les villages de la région du Gorgol en Mauritanie m'ont permis de bénéficier de recommandations qui ont grandement facilité mon insertion dans ce nouveau terrain.

une « little senegal » (116th Street), les Haalpulaaren se sont fixés dès le milieu des années 1980 à Brooklyn, le long de Fulton Street (entre Nostrand et Utica Avenue) qu'ils rebaptisèrent « Fuuta street » ou Fuuta Town en référence à leur région d'origine, le Fuuta Toro³. C'est dans ce quartier qu'ils décidèrent en 1989, soit un an après la création de l'Association des Sénégalais d'Amérique (ASA), composée majoritairement de Wolofs, de créer une association ethno-communautaire supranationale, la *Pulaar Speaking Association* (PSA)⁴. Fondée à l'origine pour répondre au problème du rapatriement des morts au pays, cette association est devenue au fil des ans la plus grande association haalpulaar dans le monde. Selon les dirigeants en place en 2016, elle compterait près de 6 000 membres aux États-Unis, dont 3 000 à New York, répartis dans une structure fédérale unique au sein de la diaspora haalpulaar⁵.

C'est en partant de l'exemple de cette association et en contrepoint des travaux dominants sur les Wolofs que cet article propose de s'intéresser à la situation vécue par les migrants haalpulaaren aux États-Unis. Certes, l'histoire de PSA n'épuise pas à elle seule la diversité et l'hétérogénéité des migrations haalpulaaren dans ce pays, mais elle n'en demeure pas moins une association emblématique qui en fait une entrée incontournable pour saisir les enjeux qui se posent au collectif migrant. Dans cette perspective, et conformément à la démarche classique de l'anthropologie que rappelaient les éditeurs (Cuche *et al.*, 2009) du numéro de la REMI consacrée à l'anthropologie des migrations, on s'attachera ici à restituer le point de vue des migrants en accordant une attention particulière à ce qu'ils « construisent socialement et culturellement »⁶. Il s'agira, par ailleurs, moins de s'intéresser aux « "problèmes" » que formule la société d'accueil à propos de l'immigration » qu'à ceux que les migrants *se posent* et aux « solutions qu'ils envisagent » (*Ibid.* : 8). L'étude de PSA conduira ainsi à étudier le processus de construction en situation migratoire d'un Nous communautaire, indissociable des connexions avec les espaces d'origine, comme l'atteste la pratique du rapatriement des morts. L'analyse de ce processus permettra d'interroger les modalités d'organisation des migrants, ainsi que leur capacité d'entreprendre (Berthomière et Hily, 2006). Comment PSA a-t-elle pu se maintenir dans la durée et devenir la plus importante association de Haalpulaaren à l'étranger ? Comment a-t-elle géré les transformations liées à l'arrivée de nouveaux profils de migrants et à leur déploiement sur le territoire américain ? Comment fait-elle face aujourd'hui à la problématique du renouvellement de ses membres dont l'installation tend à durer ?

3 Entité historique et régionale haalpulaar de la moyenne vallée du Sénégal.

4 Celle-ci regroupe essentiellement des Sénégalais et des Mauritaniens, ainsi que quelques autres ressortissants de culture peule (Guinéens, Maliens, etc.).

5 Malgré son importance, elle n'a jusqu'ici jamais fait l'objet d'une étude approfondie. L'ouvrage récent de Kante (2014) ne fait ainsi aucune mention de cette association, confirmant le traitement secondaire accordé aux Haalpulaaren dans l'étude des migrations sénégalaises aux États-Unis.

6 Mes enquêtes m'ont permis d'effectuer soixante-cinq entretiens, menés aussi bien auprès des dirigeants de l'association que des simples adhérents, ou de ceux ou celles qui n'en ont jamais été membres ou qui l'ont quittée. Les entretiens ont été complétés par de nombreuses discussions informelles et par des observations de réunions de sections PSA auxquelles j'ai pu assister. Les extraits d'entretiens dans le texte concernent majoritairement les hommes dont le rôle demeure largement prédominant dans le fonctionnement et les orientations à donner à l'association.

C'est au regard de ces changements que seront étudiés les débats et tensions internes au sein de l'association. Loin de tomber dans l'écueil d'une approche communautaire consensuelle, il s'agira ainsi d'appréhender cette association comme autant un espace de solidarité et de contrôle social qu'un lieu de conflits et d'expression de particularismes (Bredeloup, 1995 ; Kane, 2001). L'analyse des lignes de clivages qui traversent l'association conduira à s'intéresser plus particulièrement aux enjeux liés aux demandes croissantes parmi les adhérents d'ouverture vers la société américaine, afin de monter des projets de développement visant à répondre à leurs besoins sur place. Au vu des travaux sur les associations de migrants internationaux qui ont traité cette problématique du développement en mettant l'accent sur les actions menées dans les villages d'origine (Quiminal, 1991 ; Daum, 1998 ; Charef et Gonin, 2005 ; Petit, 2007)⁷, l'originalité de l'étude de PSA sera d'attirer l'attention sur les défis d'un développement local, entendu ici dans le pays d'installation et au profit des membres de la diaspora. Cet enjeu mérite d'autant plus qu'on s'y attarde que PSA a pour singularité d'avoir toujours été réfractaire au développement, tant sur le lieu d'installation que dans l'espace d'origine. Cette position, aujourd'hui de plus en plus débattue, ne peut être comprise qu'en restituant l'histoire de l'association et les enjeux de gouvernance et de rapatriement des morts qui lui sont étroitement liés.

De l'installation à Brooklyn à la création de PSA

Les premiers migrants haalpulaaren, arrivés au milieu des années 1980 à New York, sont venus d'Afrique centrale et occidentale, après avoir connu plusieurs expériences migratoires. Le récit de leurs parcours relate généralement un départ initial des villages de la vallée du fleuve Sénégal en direction de Dakar où, après avoir pratiqué le commerce de rue, ils se sont dirigés vers divers pays africains (Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun, Congo) pour poursuivre leurs activités commerciales. Ce sont les conditions de durcissement d'accueil dans ces pays⁸ qui ont décidé certains à tenter leur chance aux États-Unis qui bénéficiaient à l'époque d'une bonne réputation, du fait des possibilités d'insertion professionnelle et des facilités administratives pour s'y rendre. En effet, ces premiers migrants entrèrent aux États-Unis avec des visas touristiques dont l'obtention était à l'époque relativement aisée, ce qui permit d'ailleurs à plusieurs d'entre eux de faire des allers-retours avant de décider de s'installer⁹.

7 Ces travaux ont notamment porté sur l'analyse de la construction par les migrants de réseaux transnationaux, ou sur les effets des transferts financiers dans les zones d'origine, ou encore sur l'émergence de courtiers en développement.

8 On citera notamment les effets de la « gabonisation » de l'emploi en 1985, ou l'instauration au Cameroun en 1993 du visa de séjour obligatoire pour tous les étrangers (Ba, 1995), ou encore les effets du concept d'ivoirité en Côte d'Ivoire.

9 L'Immigration Reform and Control Act (IRCA) de 1986 qui venait d'autoriser la régularisation des immigrants illégaux pouvant justifier leur présence sur le territoire américain depuis 1982, a pu être perçue comme une mesure positive par les migrants, même si dans le même temps, cette loi visait à lutter contre l'immigration clandestine en déclarant illégale et répréhensible l'embauche de sans-papiers. Sur l'ambivalence des politiques américaines de l'immigration, voir la synthèse de Hollifield (2016) montrant comment celles-ci sont prises dans un « paradoxe libéral » qui les fait osciller entre une ouverture économique favorable à l'immigration et une fermeture répondant à des motifs politique et sécuritaire, de plus en plus présents depuis le 11 septembre 2001.

Peu nombreux à leur arrivée, et ne pouvant de ce fait se regrouper sur la base de leur appartenance villageoise, ces premiers migrants se sont rassemblés selon un critère ethnique et des liens communs avec le Gabon d'où ils provenaient majoritairement. C'est ainsi que par le jeu des relations d'interconnaissances, ils se retrouvèrent rapidement à Brooklyn.

« J'ai quitté le fleuve, j'ai fait deux mois et demi à Dakar et j'ai quitté Dakar pour faire trois mois au Cameroun. C'était en septembre 1986. Puis je suis parti au Gabon, retrouver mon grand frère là-bas de même père et de même mère. Il était commerçant. J'ai séjourné sept mois et j'étais dans la ville de Port Gentil. Après Port-Gentil, j'ai été à Libreville, je suis resté quarante-cinq jours et mon grand frère m'a obtenu un visa pour les États-Unis. À ce moment les rumeurs des États-Unis c'était qu'on pouvait gagner de l'argent en vendant dans la rue. Au Gabon, la conjoncture était difficile. Quand j'ai eu mon visa, je suis reparti à Dakar 2 mois où j'ai pris le vol Air Afrique pour les États-Unis. Je suis arrivé à New York le 14 novembre 1987. Je fais partie des tous premiers venus... Quand je suis arrivé, je ne connaissais personne. C'était mon grand frère et mon oncle qui étaient au Gabon qui connaissaient des gens qui les avaient connus au Gabon. Quand je suis arrivé, je suis descendu la première nuit à l'hôtel 50 à Manhattan. Le lendemain, Oumar Bouso (qui deviendra le premier président de PSA), un jeune Mauritanien, c'était mon premier contact, m'a pris. Oumar qui faisait à l'époque le taxi m'a amené au 1161 un appartement à Brooklyn à Fulton street. Ceux qui étaient à Harlem, c'est ceux qui étaient venus avant nous. Ils étaient à l'hôtel 110 à Harlem. Les visas étaient d'un an. En ce moment, le visa était renouvelé sans problème. » (D. C., New York, 29 avril 2015)

« Moi je suis venu ici aux États-Unis en 1989. Je fais partie des premiers à venir. Je suis Mauritanien... de Foundu à dix-huit kilomètres de Kaédi. J'ai quitté la Mauritanie à l'âge de quatorze ans pour Dakar. J'étais vendeur de rue et je revenais à la saison des pluies au village pour travailler. Mais en 1973 avec la sécheresse, je suis retourné à Dakar. En 1977, je suis parti en Côte d'Ivoire pendant sept mois. J'ai continué sept mois au Cameroun. Je suis arrivé au Gabon à Port-Gentil en 1978. J'avais mon grand frère là-bas, près du marché à grand village. J'ai ouvert une boutique de détail, c'était une épicerie... J'ai quitté le Gabon en 1989. En 1989, je me suis décidé d'aller aux États-Unis, car il y avait des problèmes au pays, en Mauritanie. Arrivé aux États-Unis, j'ai trouvé quelqu'un qui était au Gabon, mais je ne savais pas qu'il était ici. J'ai été à Brooklyn entre Fulton et Franklin dans un appartement avec des gens venus du Congo et du Gabon. Chaque semaine, il y avait des nouveaux avec le vol Air Afrique Dakar-New York. À l'époque, il n'y avait que des hommes. Ma femme est arrivée en 1994, c'est l'une des premières. Nous qui sommes venus de l'Afrique centrale on peut vivre ensemble... Nous étions entre Haalpulaar. » (L. A., New York, 30 mars 2014)

Pour ces premiers migrants, l'adaptation à leur nouvel environnement fut rendue délicate en raison de leur non-maîtrise de l'anglais, ainsi que de leur manque de qualification et de la situation irrégulière dans laquelle se trouvaient la plupart d'entre eux après expiration de leur visa touristique. Ils n'eurent souvent pas d'autres alternatives que d'avoir recours au commerce ambulancier et à des emplois non qualifiés (plongeurs dans des restaurants, distribution de flyers, manœuvres, gardiennage, etc.). Certains firent également le *gypsy* (taxi sans licence), tandis que d'autres, plus nantis, se lancèrent dans le commerce à distance, en envoyant par container des produits cosmétiques et électroniques à des clients résidant au Gabon, au Sénégal ou en Mauritanie. Ces précurseurs de l'immigration haalpulaar jouèrent, par ailleurs, le rôle de *njaatigui* (hôte)

qui, selon un système bien rôdé dans les migrations des gens de la vallée (Bredeloup, 2007), consiste pour le logeur à faciliter l'insertion résidentielle et professionnelle des nouveaux venus en leur accordant l'hébergement et en leur avançant une somme d'argent ou des marchandises à vendre, à charge pour le bénéficiaire de rembourser après une période généralement de trois mois. Ces nouvelles arrivées contribuèrent au développement de l'activité commerciale dans le quartier de Fulton à Brooklyn qui se traduisit par la création, dans les années 1990, d'un marché africain et de boutiques qui contribuèrent à la visibilité des ressortissants de la vallée du Sénégal dans l'espace public. Mais avant que ne se développe ces activités commerciales, les premiers migrants durent faire face à une autre difficulté d'adaptation, liée à la forte insécurité produite par les trafics de drogues et les guerres de gangs qui sévissaient dans les années 1980. C'est dans ce contexte d'insécurité que survint en 1989 le meurtre dans la rue d'un Sénégalais, dont la mort souleva la question du rapatriement de son corps. Les Haalpulaaren présents prirent l'initiative de se cotiser pour ramener sa dépouille au pays, et c'est à la suite de cet événement qu'ils décidèrent, en juin 1989, de créer l'association Pulaar Speaking.

« On a fait appel à tous les Haalpulaar qui étaient là, quarante dollars à chacun pour rapatrier le corps, cela a coûté vers les 8 000 dollars. Ensuite, on s'est dit pourquoi pas créer l'association. On a donné le nom Pulaar Speaking parce que l'intention était culturelle. » (D. A., New York, 15 avril 2014)

PSA fut officiellement reconnue, en septembre 1990, comme association à but non lucratif, sous la section 803 of the not-for-profit corporation law de l'État de New York, en ayant ainsi pour objectifs principaux de « rapatrier en Afrique les dépouilles des membres décédés aux USA » (article 6 des statuts) et d'œuvrer en faveur de la promotion de la langue et de la culture peule. Dès sa création, PSA s'est affirmée comme une association communautaire visant à faciliter l'adaptation de ses membres, tout en leur garantissant un retour au pays, ne serait-ce qu'à titre posthume. C'est dans cet esprit que les fondateurs de l'association ont mis en place un système de protection pour tout membre en règle du paiement de sa carte d'adhérent d'un montant de vingt dollars et du versement de ses cotisations mensuelles de cinq dollars. En cas de décès, l'association prend ainsi en charge le coût du rapatriement du corps, lequel comprend également les frais versés à la personne désignée pour accompagner le corps du défunt. Celle-ci reçoit un billet d'avion aller-retour, plus 500 dollars, auxquels s'ajoutent 500 dollars et une lettre de condoléances de l'association destinée à la famille du décédé. La procédure de rapatriement est également proposée en cas de maladie grave ne laissant plus d'espoir de guérison. Ces mesures d'assistance et de solidarité se donnent également à voir dans la reprise du principe du fonctionnement du système du *njaatigui*. Ainsi, selon l'article 2 du règlement intérieur : « Tout nouvel adhérent qui s'est fait régulièrement enregistrer est exempté de cotisation pour les trois premiers mois ». Par cette mesure, l'association endosse le rôle symbolique de *njaatigui* pour tout nouveau migrant qui, en retour, se trouve placé dans une obligation morale vis-à-vis d'elle.

Cette solidarité communautaire revendiquée par l'association s'est accompagnée de la décision des dirigeants de PSA d'acheter, à la fin des années 1990, un immeuble au 1169 Fulton street à Brooklyn pour y établir le siège de leur organi-

sation¹⁰ (Cf. Photographie 1). Ce building dont le paiement a été finalisé en 2012 a pour fonction de réunir les membres de la communauté et de servir de lieu pour organiser des manifestations culturelles, ou inviter des personnalités religieuses, politiques, artistiques et autres intellectuels de passage aux États-Unis. La création de cet espace de rencontre contribue ainsi à favoriser une socialisation tout en donnant le sentiment de se sentir chez soi à l'étranger. C'est dans ce but que fut également créée en 2000 la radio « Pulaar Speaking » qui, par la diffusion de messages et l'animation de débats sur la vie de la communauté, joue un rôle important comme « support et producteur d'identité » (Rigoni, 2010 : 7).

Photographie 1 : Le siège de PSA



Crédit : O. Lerservoisier, 2015.

10 Avant l'achat de l'immeuble, les réunions s'effectuaient tant bien que mal dans l'appartement de l'un des premiers migrants, au 1230 à Fulton street. À l'époque, il y a eu un appel à cotisation de 100 dollars par membre pour se constituer un capital et acheter l'immeuble.

On le voit, la vocation communautaire, loin d'être exclusive à toute forme d'intégration, apparaît en réalité comme un moyen de la favoriser, en offrant une assistance et des repères aux migrants. Ainsi, comme l'a notamment observé Timera (1996 : 25) à propos des associations soninkés en France : « L'expression identitaire, loin d'être seulement l'indice d'un choix de retour prochain, s'inscrit au contraire dans le processus d'insertion... ». C'est dans cette perspective que PSA revendique vouloir « aider les immigrants à intégrer positivement la société américaine » (article 6), comme est censé le symboliser l'emblème de l'association (cf. Photographie 2). Celui-ci est représenté « par une verdoyante carte d'Afrique, au soleil levant, un berger tenant dans ses mains une canne et unealebasse à côté d'un troupeau de vaches paissant à l'ombre d'un arbre à l'arrière-cour d'un village — représenté par deux cases — le tout encadré dans la carte des États-Unis juxtaposée à la statue de la Liberté » (article 3). Cependant, comme on le verra, l'intégration telle qu'elle est pensée *positivement* par les dirigeants de l'association s'apparente plus à l'idée d'adaptation à un contexte nouveau qu'à celle d'une intégration active tournée vers une participation citoyenne dans la société américaine, comme le réclament aujourd'hui de plus en plus de membres.

Photographie 2 : Emblème de *Pulaar Speaking Association* aux États-Unis



Crédit : O. Lerservoisiar, 2016.

Il reste que la revendication identitaire a permis de rassembler les migrants présents sur le territoire américain sur une base la plus large possible, tout en affirmant une autonomie face à ce que certains qualifient de culture wolof dominante (Fall, 2003). Elle a, par ailleurs, été le moyen d'affirmer haut et fort une identité peule au lendemain des événements d'avril 1989¹¹ entre la Mauritanie et le Sénégal, lesquels ont eu pour conséquence aux États-Unis de

11 Ceux-ci furent étroitement liés aux enjeux de l'aménagement des terres de la vallée du Sénégal et aux exactions commises par le pouvoir mauritanien de l'époque contre les ressortissants haalpulaaren du sud du pays (Lerservoisiar, 1999), dont plusieurs milliers furent contraints de se replier au Sénégal pour vivre dans des camps de réfugiés (Frésia, 2009).

faire venir de nombreux Haalpulaaren Mauritaniens, soit comme demandeurs d'asile, soit comme réfugiés au titre de la procédure du HCR dite de « réinstallation » dans un pays tiers. En comparaison des premiers émigrés, guidés par des intérêts économiques, l'arrivée de ces réfugiés s'est organisée autour de raisons avant tout politiques, en lien avec leur adhésion au mouvement des Forces de Libération africaine de Mauritanie (FLAM), en lutte contre le pouvoir mauritanien (Frésia, 2009). En outre, à la différence des travailleurs en situation irrégulière, largement représentés chez les premiers migrants, ces réfugiés sont des immigrants de plein droit. Ils présentent, par ailleurs, un profil distinct des premiers commerçants en se recrutant essentiellement parmi les intellectuels et les anciens cadres de l'administration et de l'armée mauritanienne. Disposant d'un certain capital culturel et bénéficiant à leur arrivée d'aides au logement ou de formations en anglais, la plupart d'entre eux ont trouvé un emploi dans des secteurs de service¹². Selon le HCR, le nombre de ces réfugiés mauritaniens présents aux USA en 2000 était de 1900¹³, pour une population mauritanienne estimée la même année dans le recensement américain à 5 000 contre 10 535 Sénégalais¹⁴. À défaut de statistiques existantes sur la répartition des populations haalpulaaren et wolof dans ce pays, ces données confirment les témoignages recueillis sur le terrain indiquant des arrivées massives durant la décennie 1990. Ainsi, sur les 10 535 Sénégalais recensés, un peu plus de 70 % ont déclaré être entrés sur le territoire américain entre 1990 et 2000, contre 23 % entre 1980 à 1989 et un peu moins de 7 % avant 1980¹⁵. Cette hausse sensible de la population sénégalaise s'est confirmée dans les années 2000 avec l'arrivée massive de femmes, entrées sur le territoire américain en tant qu'épouse dans le cadre du regroupement familial¹⁶, ou comme célibataires avec le projet de créer leur commerce (salons de coiffure et de cosmétiques, restaurants, etc.). Leur pourcentage dans la population sénégalaise résidente aux États-Unis est ainsi passé de 30,5 % en 2000 à près de 51 % en 2010¹⁷, année au cours de laquelle le nombre de Sénégalais recensés était de 30037¹⁸. À l'échelle de PSA, cette progression de la population migrante sénégaléo-mauritanienne s'est traduite par une augmentation de ses membres et par leur déploiement dans les États, nécessitant la mise en place d'une organisation fédérale d'envergure.

12 Certains se sont reconvertis en travaillant auprès d'organismes d'aides aux réfugiés pour devenir traducteurs auprès d'avocats en charge de dossiers de demandeurs d'asile.

13 Stocks de réfugiés mauritaniens selon leur pays d'accueil. Source : HCR (2009) *Migration en Mauritanie : Profil national*, OIM.

14 <http://www.census.gov/population/cen2000/stp-159/STP-159-senegal.pdf>

15 Selon Lessault et Flahaux (2013 : 76), l'effectif de cette population en Amérique du Nord représentait 2,1 % des émigrés internationaux sénégalais en 1993 pour atteindre plus de 6 % en 2002. Les destinations par ordre d'importance durant cette dernière année sont l'Italie (19,5 %), la France (16,5 %), la Gambie (13 %), la Mauritanie (8 %).

16 Ce regroupement a été encouragé par l'*immigration act* de 1990 qui a augmenté les quotas d'immigration légale aux États-Unis, en les fixant à 675 000 par an et en créant de nouvelles catégories d'ayants droit. Cette loi a également instauré un système de loterie attribuant annuellement 55 000 *green card*.

17 United Nations database, Population Division Department of Economic and Social Affairs (2015) *Female migrant stock at mi-year by origin and by major area, region, country or area of destination*, 2000 et 2010.

18 Source : *Trends in international Migrant stock migrants by destination and origine*, United Nations database, 2010.

Les mobilités internes et la création des sections

« Les Peuls sont des nomades qui sont avec leurs troupeaux, s'il n'y a plus d'eau ils vont continuer pour chercher. Pour nous c'est la même chose. Je suis ici à New York avec ma famille et mes enfants, si je vois que je ne gagne plus, je vais quelque part... ailleurs. Je suis Peul et je suis commerçant, là où cela ne marche plus je me déplace. C'est ma façon de vivre. » (Entretien L. A, New York, 30 mars 2014)

Historiquement, c'est à partir de New York que les Haalpulaaren se sont déplacés vers les villes de l'intérieur des États-Unis en quête d'opportunités professionnelles et de meilleures conditions de vie. Ces mobilités au sein du territoire américain ont été en partie motivées par les difficultés rencontrées dans la pratique du commerce ambulante face aux interventions répétées des autorités new-yorkaises. Trois épisodes, restés ancrés dans les mémoires des migrants sénégalais et mauritaniens, résument à eux seuls ces difficultés. Le premier est intervenu en 1985 lorsque les vendeurs ambulants mourides de la prestigieuse 5th avenue à Manhattan se sont vus chassés par la police, suite aux plaintes des commerçants du quartier qui s'étaient regroupés en association, sous la houlette d'un certain promoteur immobilier, du nom de Donald Trump (Ebin et Lake, 1992)¹⁹. Douze ans plus tard, en 1994, c'est au tour des vendeurs de la 125th Street d'avoir été déguerpis sur ordre du maire Rudolph Giuliani, pour cause de concurrence déloyale avec les commerçants établis. Enfin, en 2003, c'est le marché africain de Fulton street, entre Franklyn et Nostrand avenue à Brooklyn qui fut fermé par les autorités pour la même raison.

Ces incidents successifs ont donc incité un certain nombre de Haalpulaaren à partir en direction d'autres villes (Columbus, Cincinnati, Philadelphie, Memphis, etc.), pour poursuivre leur commerce, travailler dans des usines ou se faire embaucher dans des entreprises de grande distribution. Ces déplacements ont été progressifs et se sont traduits au début par des allers-retours entre les États avant de décider d'une installation, une fois que les opportunités professionnelles avaient été jugées bonnes. En règle générale, les Haalpulaaren se sont implantés dans des sites à forte concentration d'Afro-Américains qui, dans le cas des commerçants, constituent leur principale clientèle. Sur ce point, les travaux pionniers de Paul Stoller sur les vendeurs ouest-africains à New York ont bien montré comment ces derniers participaient à différents festivals ou marchés afro-américains aux États-Unis pour vendre leurs produits dans des endroits où « Africa is good for business » (Stoller, 2002 : 87). C'est précisément ce qui motiva les premiers Haalpulaaren à se déplacer à Columbus, au début des années 1990. L'un d'eux y rencontra sa femme, une commerçante afro-américaine, avant de servir de *njaatigui* à de nombreux migrants venus le rejoindre.

Mais au-delà des motivations professionnelles, le choix de s'installer dans des quartiers afro-américains, le plus souvent modestes, répond également au

¹⁹ C'est ce qui faisait dire au président de l'Association des Sénégalais d'Amérique, juste après l'élection de Trump : « Nous avons été parmi les premières communautés à avoir des clashes avec Trump. Dans le passé... il tenait des discours incendiaires, disant qu'il était prêt à payer le billet d'avion une fois que la police aurait attrapé un Sénégalais. Pour vous dire que nous avons déjà vécu avec lui ce que la communauté musulmane et les Mexicains et autres minorités sont en train d'endurer » (novembre 2016). Cf. http://www.buzzsenegal.com/news/quand-trump-detestait-les-senegalais_n_11472.html

souci d'y trouver des logements bon marché, en comparaison de ceux qu'ils ont quittés à New York. Cette préoccupation est devenue de plus en plus grande ces dernières années avec la hausse constante des prix des logements à New York dans des quartiers soumis à un processus de gentrification.

Dans l'ensemble, les Haalpulaaren qui quittèrent New York pour se rendre dans les villes de l'intérieur ont conservé leur adhésion à PSA qui leur garantissait des aides. En ce sens, l'association a joué dès le début de ces migrations internes un rôle important dans l'encadrement et l'accompagnement des migrants. Leur attachement à l'association n'a pas été pour autant exclusif d'autres formes de regroupement. En effet, comme ailleurs dans le monde, les Haalpulaaren ont, au fil des ans, créé de nombreuses autres associations pour faire face aux difficultés d'implantation dans un nouveau lieu. Ces regroupements se sont effectués selon les critères de la classe d'âge, du village, de la région d'origine²⁰, ou de l'affiliation religieuse²¹, ou encore de l'appartenance statutaire (*kinde*)²² (Leservoisier, 2017). Il reste que PSA conserve un rôle unique dans l'adaptation aux nouvelles conditions d'accueil en assurant un espace communautaire et identitaire qui transcendent les autres regroupements singuliers. Elle est également la seule association dont les objectifs de rapatriement des morts et des malades, ainsi que de promotion de la culture peule sont censés concerner l'ensemble des migrants. Cette spécificité explique que PSA ait pu maintenir son influence au fur et à mesure des mobilités de ses membres. Celles-ci ont néanmoins nécessité la mise en place d'une organisation complexe reposant sur la création de sections, reliées à un bureau exécutif fédéral, installé à New York²³. En 2018, l'association comptait ainsi vingt-sept sections sur le territoire américain (Cf. Carte 1).

Cette organisation fédérale est censée assurer la cohésion et la solidarité entre les membres des sections qui doivent verser les deux tiers des cotisations de leurs adhérents au bureau de New York, le tiers restant étant réservé à leur budget de fonctionnement. Mais elle est aussi un moyen efficace de contrôler les adhérents qui sont tenus de respecter tout un ensemble de règles, sous peine de ne plus pouvoir compter sur l'aide de l'association. Une personne qui n'est pas à jour de ses cotisations pourra ainsi se voir refuser la prise en charge de son rapatriement en cas de décès. De même, des membres qui commettraient des actes illégaux venant ternir l'image de la communauté ne peuvent : « être assistés par l'Association » (article 64). C'est l'application de ce règlement intérieur qui fut à l'origine du conflit qui éclata, au milieu des années 1990, entre les dirigeants de l'association et certains adhérents résidant à Columbus qui avaient été arrêtés par la police pour vente illégale de cassettes vidéos. Les premiers refusèrent de couvrir les frais de justice et de payer, au nom de l'association, les cautions nécessaires à leur libération. Cet incident a conduit les proches de ces personnes

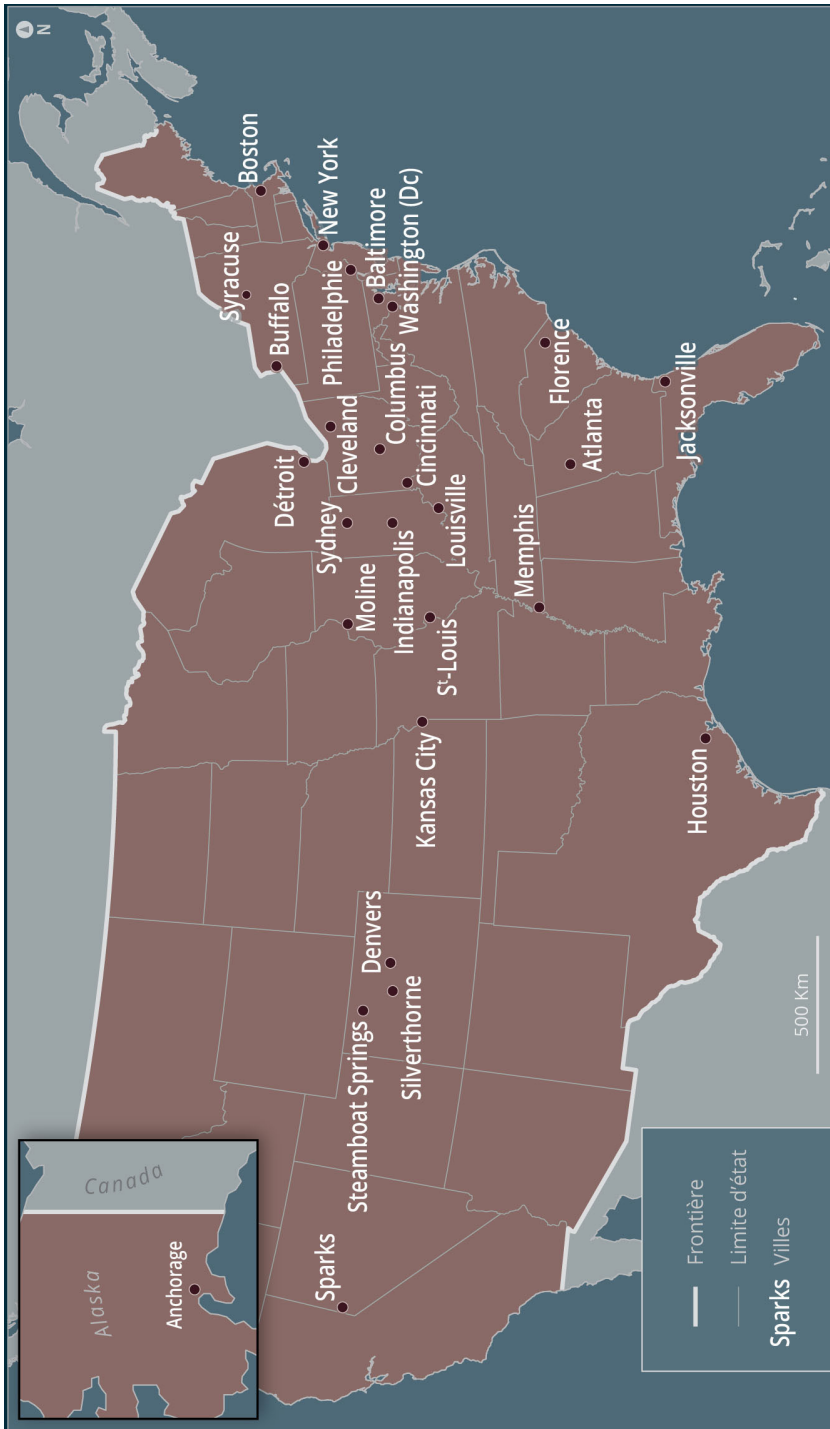
20 À l'instar de l'association Toro-HaalaayBe.

21 Dans le cas des Haalpulaaren, les *dahira* (associations religieuses) sont majoritairement rattachées à la confrérie tijaniyya (Kane, 2011).

22 Les associations statutaires sont présentes aussi bien parmi les groupes nobles (*seBe*, guerriers) ; les groupes professionnels ou « castés » (*neeynBe* : forgerons, tisserands, etc.) que les descendants d'esclaves (*maccuBe*).

23 Le bureau comprend un président, un vice-président, un secrétaire général, un trésorier, plusieurs adjoints et neuf présidents de commissions techniques.

Carte 1 : Les sections de l'association Pulaar Speaking aux États-Unis en 2018



Source : Geoatlas, 2011. Conception : E. Opigez (IRD/CEPED).

incriminées à créer une association dissidente portant le même nom. Columbus compte ainsi deux associations Pulaar Speaking, l'une dissidente et l'autre constituée de la section officiellement reconnue par le bureau fédéral. Ce conflit qui perdure depuis plus de vingt ans révèle les difficultés de gérer une association qui n'a cessé de s'étendre. Au fil des ans, PSA se trouve ainsi de plus en plus confrontée aux problèmes de coordination et de prise de décision collective face aux divers enjeux auxquels elle doit faire face.

Problèmes de gouvernance et lignes de clivage

L'une des difficultés majeures rencontrées par le bureau fédéral est de parvenir à concilier l'unité de l'association et le désir d'autonomie des sections qui tendent à remettre en cause le leadership historique de New York. Le développement des sections au cours des années 2000 s'est ainsi très vite accompagné de revendications visant à une meilleure participation politique. Celles-ci ont abouti à faire modifier certains principes de fonctionnement en vigueur depuis la création de l'association. C'est ainsi qu'en 2004, les sections obtinrent pour la première fois du bureau exécutif l'organisation des assemblées générales intermédiaires, prévues entre les années d'élections du président de PSA²⁴.

Les dirigeants des sections les plus influentes parvinrent également à imposer la création en 2007 d'une section à New York, alors que seul le bureau exécutif existait dans la ville. Leur but était de dissocier les membres résidant à New York de ceux du bureau fédéral, tenu de représenter l'ensemble des sections sans se confondre avec les intérêts d'un site particulier. New York devenait ainsi une section au même titre que les autres. Deux ans plus tard, un membre d'une section extérieure à New York posa pour la première fois sa candidature pour la présidence de l'association. Malgré son échec, ce candidat d'Atlanta s'est de nouveau présenté aux élections de 2011, puis de 2013 qui l'opposèrent à trois autres candidats, l'un issu de la section de Cincinnati et les deux autres de la ville de New York. Même si à chaque fois le candidat de New York l'emporta, il reste que ces candidatures extérieures — à défaut de compter sur l'unité électorale des sections — témoignent d'une volonté largement partagée au sein de celles-ci d'être reconnues à part entière et de participer sur un pied d'égalité aux destinées de l'association. C'est dans ce contexte que, lors du comité directeur tenu en 2014 à Cincinnati, plusieurs voix se sont élevées pour réclamer la possibilité de transférer le siège de New York vers d'autres États occultant — sans doute par force de l'habitude de voir le bureau dans cette ville —, l'article 2 des statuts de l'association qui prévoit ce transfert « sur décision de son assemblée générale par vote à majorité des deux-tiers des présents ».

Cette montée des revendications s'explique en partie par les conflits électoraux récurrents entre les prétendants de New York au poste de président de l'association. Ces compétitions particulièrement vives ont en effet exaspéré de nombreux membres des sections qui acceptent d'autant moins la suprématie de New York. Mais si les élections divisent, c'est aussi plus largement parce qu'elles sont l'occasion d'importer dans l'association des problèmes extérieurs qui

²⁴ La première assemblée organisée en dehors de New York s'est ainsi tenue à Columbus, non sans lien avec le conflit qui y existait.

minent fortement les relations internes. Elles peuvent ainsi conduire à réactiver les divisions d'ordre statutaire, soit pour disqualifier une candidature, soit pour mobiliser les membres de son groupe d'appartenance. Bien que des personnes issues de groupes subordonnés aient pu être élues à la tête de PSA, il n'en reste pas moins vrai qu'elles peuvent être soumises à tout moment à des critiques portant sur leur origine.

« Le fait d'avoir décrié ma présidence parce que je suis gallunkooße²⁵ je sais que ça ne peut pas manquer. Cela n'engage que la personne. Il y a toujours des gens qui utilisent cet argument : c'est mon grand parent qui était chef de village ou bien nous étions toujours supérieurs, cela reste toujours. » (Entretien D. D, New York, 25 avril 2015)

L'argument statutaire trouve également à s'exprimer dans les dénonciations de nombreux membres qui estiment que les « marabouts veulent être au-dessus ». D'autres critères de divisions peuvent être mobilisés comme autant d'arguments politiques par les acteurs. Il en est ainsi du critère national qui est parfois utilisé par certains pour opposer les Sénégalais aux Mauritaniens. Il n'est ainsi pas rare d'entendre ces dernières années des Sénégalais accuser les Mauritaniens de vouloir prendre le pouvoir au sein de l'association, se référant au cas des deux avant-derniers présidents de nationalité mauritanienne. Il est intéressant, par ailleurs, de constater comment les événements de 1989 peuvent servir à justifier des divergences entre les Sénégalais et les Mauritaniens.

« Le Mauritanien il se dit plus Haalpulaar que le Sénégalais. Aujourd'hui il n'y a pas un Mauritanien qui parte de la Mauritanie qui est venu aux États-Unis sans passer par le Sénégal parce qu'ils ont tous été rapatriés, exilés. Quand ils sont venus, ils se sont mêlés avec les Sénégalais. Donc ils ont cette hargne de dire que les Sénégalais ne se sont pas mêlés à leur histoire mauritano-mauritanienne. Lors des élections, il y a des gens qui disent qu'il faut que nous, les Sénégalais, soyons à la tête ou bien c'est nous les Mauritaniens qui devons l'être. » (C. A., New York, 21 avril 2015)

Ces divisions nationales sont également entretenues par l'influence des partis politiques, tant sénégalais que mauritaniens, dans la vie de l'association qui se définit pourtant comme apolitique (article 5). Les compétitions entre les partis sénégalais du PRDS (Parti républicain démocrate du Sénégal) et de l'APR (Alliance pour la république), ou celles opposant les membres des FLAM, à ceux issus de leurs rangs, du Mouvement FPC (Forces progressistes du changement), peuvent ainsi se manifester à l'occasion des scrutins ou lors d'invitations de personnalités politiques au siège de PSA.

Toutes ces divisions qui se chevauchent sans forcément se recouper rendent le jeu politique particulièrement complexe. On peut ainsi être de statut *ceddo* (guerrier) sans pour autant soutenir un candidat *ceddo*, comme on peut être Sénégalais et voter pour un président mauritanien. De même, on peut rejoindre une coalition regroupant des sympathisants de sensibilités politiques différentes. Les alliances dépendent en réalité de l'équation personnelle de chacun, des aides dont on aura bénéficié durant son parcours, mais aussi des opportunités du moment. C'est ce qui explique qu'en dépit d'un mécontentement

²⁵ Ce terme qui est moins péjoratif que celui de *maccuße* désignant la catégorie générique des esclaves, est utilisé pour marquer une indépendance. *Gallunkooße* (de *galle*, maison : ceux qui ont leur maison).

partagé de la suprématie de New York, les sections ne votent pas comme un seul homme contre les candidats de cette ville. Mais c'est aussi ce qui permet de comprendre les revirements d'alliances parfois spectaculaires qui se produisent entre deux tours d'élections. L'enjeu électoral révèle en définitive la manière dont les clivages sont utilisés comme ressource politique par les membres²⁶. Ce sont ces divisions plurielles, ainsi que les rumeurs et les ragots (*halaludji*) qui les accompagnent qui conduisent certains à se détourner de l'association ou, pour le moins, à limiter leur engagement. Elles constituent, par ailleurs, un sérieux handicap pour gouverner l'association et rendent plus complexes les solutions pour répondre aux autres difficultés qui se posent aujourd'hui aux membres de PSA, comme celle du coût du rapatriement des morts.

La pratique du rapatriement des morts mise en question

Selon le contrat négocié par le bureau exécutif avec l'entreprise de pompes funèbres, Funeraria Juan John's funeral Home à Brooklyn, le prix du rapatriement d'un mort s'élève à environ 10 000 dollars. Conformément à cet accord, la dépouille d'un membre décédé dans un État doit transiter par New York avant d'être rapatriée au pays. Cette procédure devient de plus en plus coûteuse à l'association en raison de la hausse des décès constatés ces dernières années, en lien avec le vieillissement de la population migrante.

« Il est temps que les choses évoluent et il est temps de responsabiliser les gens. Sur les 6 000 membres, nous avons peut-être 2 000 membres qui ont dépassé l'âge de cinquante ans qui vont mourir bientôt. Combien de morts on comptera par mois ? L'association ne pourra plus satisfaire les besoins. » (C. C., New York, 6 avril 2016)

Selon les estimations de Kanté (2008), 57 % des immigrés sénégalais aux États-Unis se situeraient ainsi dans la tranche d'âge quarante-soixante ans, justifiant les craintes des dirigeants de PSA sur le risque financier encouru à terme par l'association. Celui-ci est accentué par les difficultés de plus en plus grandes de renouvellement des membres de PSA, en partie liées à la diminution des arrivées de nouveaux migrants depuis la fin des années 2000. Selon les Nations unies, la population sénégalaise aux États-Unis est ainsi passée de 30 037 à 41 000 personnes entre 2010 et 2017, alors qu'elle avait été multipliée par trois durant la décennie précédente²⁷. Ce recul s'explique principalement par les difficultés économiques et le durcissement des politiques migratoires qui se sont traduits par des restrictions plus fortes dans la délivrance des visas, une lutte accrue contre le travail illégal, la remise en cause des régularisations des sans-papiers et par une augmentation du nombre des expulsions que l'administration Trump s'est engagée à amplifier.

26 Cette vie électorale, dont l'analyse ne peut être développée dans le cadre de cet article, mériterait d'être appréhendée de manière plus approfondie, à partir d'une approche diachronique, afin de mieux apprécier la portée de ces lignes de clivages dans la structuration des alliances au sein de l'association. Sur la question de la prégnance des hiérarchies sociales des régions d'origine en situation migratoire, voir Leservoisiér (2017).

27 United Nations Population division. Migrant stock by origin and destination 2017.

Face au durcissement des politiques migratoires, de nombreux migrants en situation irrégulière se voient dans l'impossibilité de retourner chez eux voir leur famille, sous peine de ne plus être autorisés à revenir sur le territoire américain²⁸. Beaucoup ont ainsi passé plus de dix ans aux États-Unis sans avoir pu retourner dans leur pays. Ces situations vécues contribuent à faire des États-Unis une destination moins accessible que par le passé. Cependant, les contraintes posées par les politiques migratoires n'expliquent pas à elles seules la baisse sensible du nombre de nouveaux adhérents, laquelle renvoie également aux difficultés d'attirer les jeunes, nés aux États-Unis.

« Nous avons un problème de renouvellement. La plupart des membres de PSA ce sont des gens qui sont là avec leurs femmes et leurs enfants. Et jusqu'à l'âge de 18 ans, les enfants ne cotisent pas. Quand ils ont l'âge de dix-huit ans... ce sont des gens qui ont la conscience américaine, ce sont des gens qui ne croient pas tellement à la jokkera njam (la bienfaisance, le goût du groupe). Ces enfants, ils s'en foutent de cotiser pour se faire rapatrier. Ils ne veulent pas se faire enterrer au pays. Ils se feront enterrer ici, c'est pourquoi ils ne sont pas intéressés. Ils n'ont pas la même mentalité. »
(F. F., New York, 6 avril 2016)

Face à ce problème de renouvellement et à ses conséquences financières des discussions de plus en plus vives se sont engagées ces dernières années sur la nécessité de trouver des sources de financement extérieurs afin que PSA conserve ses fonctions d'assurance et réponde de manière plus appropriée aux attentes d'une population migrante dont l'installation tend à durer. Beaucoup regrettent en effet que PSA ne serve, comme au premier jour, qu'au rapatriement des morts, alors que la communauté haalpulaar s'est accrue et que de nouveaux besoins se font sentir sur place.

« Moi je ne souhaite pas mourir ici, je préfère mourir chez moi. Mais il ne faut pas pour autant qu'on se focalise uniquement sur le rapatriement et que cela bloque d'autres aspects. Parce qu'avant la mort, il y a la vie, et il faut que nous vivions correctement. Penser aux morts, c'est bien, mais avant les morts il y a les vivants. »
(A. N., New York, 3 avril 2014)

C'est dans ce contexte que certains marabouts ont remis en cause la pratique du rapatriement des morts en préconisant une inhumation sur place moins coûteuse. Ainsi, lors de la semaine culturelle organisée par PSA dans la ville de Cincinnati en août 2011, des marabouts prirent la parole pour affirmer que rien ne justifiait sur le plan religieux ce retour des morts. De telles interventions contribuent à questionner la priorité accordée à cette pratique et à conforter ceux qui réclament des actions pour aider les migrants dans leur quotidien.

L'enjeu du développement sur le sol américain

Parmi les propositions de développement qui sont faites au sein de l'association, certains souhaiteraient que soient créés des programmes de suivi

²⁸ La loi sur la réforme de l'immigration illégale et la responsabilité des immigrants de 1996 a limité les possibilités de régularisation tout en accentuant les conditions d'expulsion. Elle stipulait notamment que les immigrants illégalement présents aux États-Unis pendant un an ou plus devaient subir un bannissement de dix ans.

sanitaire visant en particulier au dépistage de maladies chroniques comme le diabète ou l'hypertension, très répandues parmi la population migrante. D'autres, notamment parmi les adhérentes, considèrent que l'association devrait organiser un système de nurserie pour aider les femmes occupées par leurs activités professionnelles. Des projets éducatifs sont également sollicités afin de mieux faire connaître aux enfants leur culture et les sensibiliser à la *jokkera njam*. Il s'agirait notamment de proposer, en complément des cours d'écoles coraniques actuellement dispensés, des enseignements de pulaar ou d'organiser des colonies de vacances à destination du Sénégal et de la Mauritanie afin de permettre aux plus jeunes de mieux connaître le pays de leurs parents²⁹. Il est intéressant de constater que l'ensemble de ces projets ne concernent pas le développement des villages d'origine, pour lesquels il existe des caisses villageoises, mais sont destinés prioritairement aux membres de la diaspora.

« Nous on veut concentrer nos activités ici, mais pas au Fouta, ici même. Nous voulons aider nos membres, encadrer nos membres, aider la communauté ici à Columbus, là où on vit. Et nous voulons surtout aider les enfants dans le domaine de l'éducation, c'est-à-dire les programmes après l'École, mais aussi aider les femmes à mieux s'intégrer ici au pays, car nous avons pensé que les enfants et les femmes sont les maillons faibles de l'émigration. En offrant des cours de langue en anglais, des supports dans le domaine de la santé, par exemple faire venir des professionnels de santé pour des consultations dans la communauté, donner des conseils. Donc nous on veut surtout se concentrer ici même aux États-Unis, mais pas au village. » (A. S., Columbus, 16 avril 2016)

C'est en raison de l'inaction de l'association dans la mise en œuvre de projets sur le sol américain que plusieurs membres en viennent à dresser un constat amer sur le décalage existant entre le caractère organisé et structuré de l'association et l'utilisation qui en est faite. Leur déception est d'autant plus grande que de nombreuses opportunités existent aux États-Unis pour trouver des financements. Dans l'histoire de PSA, un seul projet susceptible d'obtenir des subventions a été véritablement mis en place au début des années 2000 dans le domaine de la santé. Il proposait aux membres de l'association un service de consultations médicales auprès de certains hôpitaux de New York. Ce projet fonctionnait sur la base du recrutement de trois membres permanents qui avaient pour charge d'accompagner les patients et de leur servir le cas échéant de traducteur. La rémunération de ces permanents au siège de PSA a été la source de tensions qui ont conduit à l'abandon du projet suite aux accusations de mauvaise gestion portées à l'époque contre l'équipe dirigeante. Cet épisode a durablement marqué les esprits et sert souvent d'argument pour justifier le refus de nouveaux projets.

« À chaque fois que les gens veulent innover, les gens répondent que PSA n'est pas faite pour cela. Pour moi, il y a beaucoup de choses à faire, mais il y a des pesanteurs. Parfois il y a de la mauvaise foi, les gens recherchent seulement le prestige d'avoir un poste à PSA. Or nous sommes là, nous vivons là, il y a des enfants qui naissent, qui partent à l'école, nous devons contribuer à construire cette société. » (A. N., New York, 3 avril 2014)

²⁹ À défaut de prise en charge par l'association de ces questions éducatives, des familles s'organisent pour envoyer leurs enfants au pays afin qu'ils suivent quelques années de scolarisation et s'imprègnent de leur culture d'origine. Ces stratégies éducatives familiales sont étroitement liées à des enjeux de reproduction sociale (voir Grysole, 2018).

C'est pour tenter de répondre à ces enjeux que l'avant-dernier président de PSA a proposé, en vain, de créer un partenariat avec la *Foundation search* aux États-Unis qui s'engage, pour la somme de 8 000 dollars, à trouver des sources de financement pour des projets qui seraient initialement mis en place par l'association³⁰. Ce partenariat, qui implique d'organiser en amont des activités, nécessite ainsi de pouvoir avancer de l'argent pour rétribuer les membres qui auraient la responsabilité d'initier des projets. Or, depuis l'échec du projet santé, l'idée de salarier des personnes n'est toujours pas acceptée par une majorité. C'est ce qui explique qu'en l'absence d'un *manager* permanent rétribué, le siège de PSA reste le plus souvent fermé au public et n'ouvre qu'à l'occasion des réunions du bureau fédéral ou de la section de New York, ou lors de manifestations culturelles et de visites de personnalités.

Ces difficultés à mettre en œuvre des projets sont en partie liées aux tensions existantes entre certaines sections et le bureau fédéral de New York. Ainsi, certains membres des sections ne souhaitent pas la mise en place de projets qui risqueraient de renforcer la suprématie de New York et de profiter en priorité aux membres qui y résident. Mais, au-delà des relations compliquées entre les sections et le bureau fédéral, les résistances au développement proviennent surtout des membres les plus anciens qui, dans l'ensemble, souhaitent s'en tenir aux objectifs initiaux de l'association. Cette position, loin de n'être que l'expression d'un conservatisme ou d'un refus de l'innovation, renvoie à un certain pragmatisme. En effet, face aux conflits existants, ces membres considèrent que se lancer dans des projets de développement, engageant des sommes d'argent importantes, risquerait d'exacerber les tensions. Leur choix est donc de défendre un statu quo qui offre, selon eux, la meilleure garantie pour préserver le système de solidarité de l'association. Se dessine ainsi une opposition, plus ou moins formelle selon les individus, entre d'un côté les anciens commerçants, fondateurs de l'association et, de l'autre, les membres plus instruits qui y sont entrés ultérieurement avec le souhait d'instaurer un nouveau dynamisme. Cette opposition traduit, par ailleurs, des divergences dans les projets migratoires, aussi bien collectifs qu'individuels, entre ceux qui demeurent résolument motivés par le retour et les autres qui recherchent le meilleur équilibre entre la perspective à terme d'un retour et le désir d'un ancrage plus fort aux États-Unis. La démarche de ces derniers reste néanmoins contrainte en raison de la reconnaissance que tout membre se doit d'avoir vis-à-vis de ceux qui ont fondé l'association. Le fait qu'ils aient pu compter sur leur soutien en arrivant aux États-Unis les oblige en quelque sorte à préserver une paix sociale. On mesure ici le poids de la dette communautaire et le coût de la solidarité qui pour être efficiente doit, selon les fondateurs de l'association, rester circonscrite aux objectifs premiers de l'association, au point de rejeter tout projet d'innovation qui risquerait de la menacer. Loin de l'idéal communautaire d'une solidarité comme allant de soi, on constate en réalité comment celle-ci demeure contrainte politiquement en raison des attentes différentes des acteurs et des divisions au sein de l'association. Dans ce contexte, il ressort que l'antériorité d'installation sur le territoire américain s'affirme comme un critère de légitimation sur lequel s'appuient les anciens pour exercer une autorité morale sur ceux qui les ont suivis aux États-

30 Les rares tentatives de créer via l'association des projets de développement à destination des pays d'origine (dans l'immobilier ou le secteur rural) ont connu le même échec.

Unis. Cette autorité se trouve, par ailleurs, renforcée par l'argument d'une plus forte expérience migratoire. Ainsi, ceux qui ont fait l'Afrique centrale et qui ont traversé plusieurs pays mettent-ils en avant leur mérite d'avoir su surmonter les épreuves de l'exil en comparaison avec les jeunes venus directement de Dakar aux États-Unis, sans avoir eu à subir de réelles difficultés. Ici le critère distinctif n'est plus seulement le statut social, le niveau d'instruction ou la génération, mais celui de l'expérience acquise en migration ou de ce qui pourrait être qualifié de capital migratoire.

Ce sont ces différentes lignes de clivage et les pesanteurs sociales qui les accompagnent qui expliquent que de nombreux migrants se tiennent le plus souvent à l'écart de l'association, voire s'en détachent. Cela peut être le cas d'hommes d'affaires dont les ambitions se voient rapidement annihilées.

« Nous ne voulons pas créer une association pour créer une association. On veut une association qui produise, qui aide la communauté, on veut faire des affaires, on veut créer une clinique, on veut créer une école, alors que là c'est terre à terre. C'est pour cela que je suis parti. J'ai dit que je ne peux pas rester dans cette association qui est amorphe. On voulait d'autres buildings pour occuper tout le quartier, mais ils ont dit non. Ils m'ont accusé, ils m'ont dit que moi je suis un homme d'affaires. Je comprends un peu, car la plupart des membres ce sont des gens analphabètes. J'ai voulu faire un noyau avec les intellectuels pour pouvoir essayer de faire une pression, mais j'ai trouvé aussi que les intellectuels ne s'intéressaient pas assez, c'était pas des hommes d'affaires. »

(S. D., 19 avril 2018)

Ce désintérêt peut en effet concerner ceux qui ont suivi des cursus universitaires aux États-Unis ou qui occupent des emplois de cadres. Il est ainsi significatif qu'une ville comme Washington, connue dans le milieu des migrants pour abriter de nombreux cadres haalpulaaren ne comptait toujours pas de section en 2016. Il est vrai qu'à la différence des membres de PSA, ces migrants qualifiés n'ont pas eu besoin, lors de leur installation aux États-Unis, de s'appuyer sur des réseaux communautaires, leur cursus et leurs emplois fortement rémunérés leur permettant de s'intégrer individuellement sans être redevables d'une dette communautaire vis-à-vis de l'association. En outre, leur détachement de PSA renvoie à leurs stratégies individuelles tournées principalement vers la réussite de leur carrière professionnelle qui leur laisse, par ailleurs, peu de temps pour l'engagement associatif, comme le confirme le témoignage de cet ingénieur :

« Je n'ai jamais cherché à être membre de PSA. En partie c'est parce que je subviens à mes besoins, je n'ai pas besoin de service social. Mais tout dernièrement on en a discuté avec ma femme on s'est dit que par solidarité il faut adhérer à PSA. Le week-end je passe mon temps avec mes enfants, je dois m'en occuper pour les devoirs, je les emmène à l'école coranique, pour voir un film. Je suis pratiquement tout le temps avec eux. C'est pourquoi nous les relations avec les autres c'est difficile. Généralement nous les hommes, on s'occupe des enfants les week-ends, soit parce que les femmes travaillent, soit parce qu'elles doivent se reposer aussi. Ici les gens ne se voient presque pas. » (M. B., Washington, 19 avril 2015)

Il reste que les logiques d'individualisation ne sont pas exclusives à ce profil de migrants. On les retrouve à l'œuvre parmi les membres de l'association dans leurs motivations parfois très personnelles à adhérer à l'association, loin du simple argument de solidarité :

*« Les gens intègrent PSA par besoin, pas par envie de voir la société grandir, mais par nécessité, pour leur protection personnelle, pour leur assurance »
(C. C., New York, 3 avril 2014)*

Ces processus d'individualisation, ajoutés aux effets de la dette communautaire contribuent ainsi à freiner la réalisation de projets collectifs au sein de PSA. Certains ne renoncent toutefois pas à envisager de nouvelles solutions qui consistent à penser des projets de développement à l'échelle non plus de l'association, mais de celle de chaque section.

*« L'erreur que nous avons commise en tant que Fédéral c'est d'avoir cherché un programme commun pour tous les États... Récemment on a compris que tant qu'on attendait que les sections toutes ensemble décident certains programmes de grants (subventions), cela ne marcherait jamais... Maintenant avec la section de New York nous avons dit qu'on peut travailler indépendamment... On peut travailler comme section de New York... pour trouver des grants, créer des activités pour seulement la section. »
(C. C., New York, 6 avril 2016)*

Si cette volonté de favoriser un développement au niveau des sections peut s'avérer être une solution au blocage actuel, elle risque cependant d'accentuer le processus d'autonomisation des sections et de compliquer ainsi davantage la gouvernance de l'association. Il reste que la situation actuelle exige pour certains d'aller plus loin et de s'ouvrir à la société américaine.

« Nous sommes regroupés entre nous-mêmes ici. Pour avoir une expérience, il faut se confronter avec les autochtones. Il faut aller à l'école, il faut aller dans l'administration, il faut aller dans d'autres structures que celles de nos ressortissants de nos pays. On n'a pas besoin de cotiser pour faire vivre PSA, mais on a besoin d'investir pour faire vivre PSA. On a besoin de s'ouvrir sur des projets. » (C. A., New York, 21 avril 2015)

Cette ouverture est assurément l'un des enjeux majeurs auxquels l'association aura à répondre sous peine de voir les gens s'en détacher. L'enjeu ici est double, non seulement de savoir répondre aux demandes d'un plus grand investissement dans la société américaine, mais aussi de parvenir à attirer les nombreux cadres, intellectuels et hommes d'affaires situés en dehors de l'association et dont les compétences et les réseaux pourraient être mobilisés dans le montage de projets.

Conclusion

L'histoire de PSA aura montré comment cette association communautaire a, dès sa création, cherché à favoriser l'adaptation des migrants dans leur nouveau lieu d'installation. Cet objectif s'est traduit par la mise en place de tout un système d'assurances et par l'instauration d'une organisation fédérale structurée qui a permis d'accompagner et d'encadrer les déplacements des Haalpulaaren sur le territoire américain. Mais l'adaptation à la société américaine a également été favorisée par les repères identitaires offerts par l'association à ses membres qui ont pu y trouver un espace de socialisation et de partage autour des valeurs culturelles peules. Ainsi, comme l'ont montré plusieurs travaux sur les associa-

tions de migrants³¹, il ne s'agit pas d'opposer une logique communautaire à une logique d'intégration, car cette dernière, loin de devoir répondre uniquement à une définition normative et institutionnelle de la société d'accueil, dépend en réalité du sens que les acteurs veulent en donner. En l'occurrence, l'intégration selon les fondateurs de PSA passe avant tout par la possibilité de se constituer un entre soi et de compter sur un système de solidarité afin de faciliter une adaptation à la société américaine. De même, convient-il pour les mêmes raisons de ne pas opposer les activités transnationales de l'association à toute forme d'intégration. Les circulations des morts et des malades, ou les invitations de personnalités politiques et religieuses de passage aux États-Unis, contribuent à leur tour à renforcer un sentiment de sécurité et à favoriser un vivre ensemble à l'étranger, en restant connecté au pays. Sans les remettre en cause, ce sont ces modalités d'adaptation que certains voudraient voir aujourd'hui évoluer en faveur d'une ouverture plus grande vers la société américaine. Considérant que le maintien d'une solidarité communautaire n'est en aucun cas incompatible avec un engagement citoyen dans la société d'installation (Hily et Berthomière, 2006), ces derniers regrettent que PSA n'ait pas encore su saisir l'opportunité de construire des liens concrets avec la société américaine, comme ont pu le faire d'autres collectifs migrants aux États-Unis³² ou comme ont pu le réaliser eux-mêmes les Haalpulaaren dans d'autres pays d'émigration, comme en France (Dia, 2015) ou en Italie (Ricció, 2007). Ainsi, en comparaison avec ces autres sites d'installation, la singularité de PSA renvoie moins aux problèmes rencontrés de vieillissement et de renouvellement des membres, d'autonomie des sections ou de tensions intergénérationnelles — lesquels ont pu être observés dans le cadre d'associations villageoises de développement (Kane, 2001 ; Dia, 2015) — qu'aux fortes réticences à créer des partenariats avec des ONG présentes dans la société d'accueil. Par ailleurs, en tant qu'association ethno-communautaire supranationale, le cas de PSA a également pour intérêt d'interroger les limites de l'action communautaire dans le développement à une plus large échelle que celle du village, quand bien même celui-ci fut-il « multisitué » (Dia, *ibid.*).

Face à ces constats, l'association semble donc bel et bien se trouver à la croisée des chemins. Il apparaît ainsi que la position aujourd'hui majoritaire en faveur d'un statu quo soit de plus en plus discutée par ceux qui considèrent que les conditions de la reproduction de PSA dépendent de la mise en place de partenariats avec des acteurs extérieurs à la communauté. Il reste que, quelle que soit l'option future choisie, l'association devra réussir à dépasser les divisions qui la traversent face aux recompositions en cours de l'expérience associative.

31 Voir les contributions de la sociologie américaine sur l'intégration (Sarfi, 2011) ou celles de l'Institute for Migration and Ethnic Studies (IMES) (Dumont, 2010).

32 Les Somaliens, Yéménites ou Éthiopiens sont souvent cités comme exemple par les Haalpulaaren.

Références bibliographiques

Adams Adrian (1977) *Le long voyage des gens du Fleuve*, Paris, Maspero, 222 p.

Ba Awa (2008) Les femmes mourides à New York. Une renégociation de l'identité musulmane en migration, in Momar-Coumba Diop Éd., *Le Sénégal des migrations*, Paris, Karthala, pp. 389-408.

Ba Cheikh Oumar (1997) Réseaux migratoires des Sénégalais du Cameroun et du Gabon en crise, in Joël Bonnemaïson, Luc Cambrézy et Laurence Quinty-Bourgeois Eds., *Le territoire, lien ou frontière*, Paris, IRD, pp. 1-14.

Babou Cheikh Anta (2002) Brotherhood Solidarity, Education and Migration: The Role of the Dahiras among the Murid Muslim Community of New York, Oxford, *African Affairs*, 101 (403), pp. 151-170.

Berthomière William et Hily Marie-Antoinette (2006) Décrire les migrations internationales : les expériences de la co-présence, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 22 (2), pp. 67-82.

Bredeloup Sylvie (2007) *La Diam'spora du fleuve Sénégal. Sociologie des migrations africaines*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 301 p.

Bredeloup Sylvie (1995) Dynamiques migratoires et dynamiques associatives, *Hommes et terres du Nord*, 4, pp. 179-188.

Charef Mohamed et Gonin Patrick (2005) *Émigrés-immigrés dans le développement local*, Agadir, Éditions Sud-Contact, 361 p.

Cuche Denys, Kuczynski Liliane, Raulin Anne et Razy Élodie (2009) Éditorial, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 25 (3), pp. 7-12.

Daum Christophe (1998) *Les associations de Maliens en France. Migration, développement et citoyenneté*, Paris, Karthala, 250 p.

Delaunay Daniel (1984) *De la captivité à l'exil : Histoire et démographie des migrations paysannes dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal*, Paris, ORSTOM, 174, 218 p.

Dia Hamidou (2015) *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 397 p.

Diop Abdoulaye Bara (1965) *Société toucouleur et migration*, Dakar, IFAN, 232 p.

Dumont Antoine (2010) L'état des recherches sur les associations de migrants internationaux, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 26 (2), pp. 117-137.

Ebin Victoria (1990) Commerçants et missionnaires : une confrérie musulmane sénégalaise à New York, *Hommes et Migrations*, 1132, pp. 25-31.

Ebin Victoria et Lake Rose (1992) Camelots à New York : les pionniers de l'immigration sénégalaise, *Hommes et Migrations*, 1160, pp. 32-37.

Fall Papa Demba (2003) *Migration internationale et droits des travailleurs au Sénégal*, Série UNESCO n° 139532, 49 p.

Frésia Marion (2009) *Les Mauritaniens réfugiés au Sénégal. Une anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 379 p.

Grysole Amélie (2018) *Placer et déplacer ses enfants : stratégies transnationales de mères sénégalaises aux États-Unis, en Italie et en France*, Thèse en sociologie, Paris, EHESS.

- Hollifield James F.** (2016) American Immigration Politics: An Unending Controversy, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 32 (3&4), pp. 271-296.
- Kane Abdoulaye** (2001) Diaspora villageoise et développement local en Afrique : le cas de Thilogne Association Développement, *Hommes et Migrations*, 1229, pp. 96-107.
- Kane Ousmane Oumar** (2011) *The homeland is the arena: religion, transnationalism and the integration of Senegalese immigrants in America*, Oxford, New York, Oxford University Press, 313 p.
- Kante Seydou** (2014) *La géopolitique de l'émigration sénégalaise en France et aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 301 p.
- Leservoisier Olivier** (2017) Mobilités et pouvoirs chez les migrants d'origine servile de la société haalpulaar (Mauritanie-Sénégal), in Lisa Chauvet, Flore Guibert, Thibaut Jaulin et Sandrine Mesplé-Somps Éd.s., *Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, pp. 193-208.
- Leservoisier Olivier** (1999) Les réfugiés « négro-mauritaniens » de la vallée du Sénégal, in Véronique Lassailly-Jacob, Jean-Yves Marchal et André Quesnel Dirs., *Déplacés et réfugiés. La mobilité sous contraintes*, Paris, IRD, pp. 283-302.
- Lessault David et Flahaux Marie-Laurence** (2013) Regards statistiques sur l'histoire de l'émigration internationale au Sénégal, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 29 (4), pp. 59-88.
- Minvielle Jean-Pierre** (1985) *Paysans migrants du Fouta Toro (vallée du Sénégal)*, Paris, ORSTOM, 270 p.
- Petit Véronique** (Dir.) (2007) *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris, Ceped, 208 p.
- Quiminal Catherine** (1991) *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations soninké et transformations villageoises*, Paris, Christian Bourgois, 223 p.
- Riccio Bruno** (2007) Associacionnisme, capital social et potentialités de co-développement parmi les migrants sénégalais de la province de Bergame, in Sebastiano Ceschi et Andrea Stocchiero Dirs., *Relations transnationales et co-développement*, Paris, L'Harmattan, pp. 25-49.
- Rigoni Isabelle** (2010) Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 26 (1), pp. 7-16.
- Safi Mirna** (2011) Penser l'intégration des immigrés : les enseignements de la sociologie américaine, *Sociologie*, 2, pp. 149-164.
- Schmidt di Friedberg Ottavia et Blion Reynald** (2000) Du Sénégal à New York, quel avenir pour la confrérie Mouride ?, *Hommes et Migrations*, 1224, pp. 36-45.
- Stoller Paul** (2002) *Money has no smell: the Africanisation of New York City*, Chicago, Chicago University Press, 222 p.
- Tall Serigne Mansour** (2002) L'émigration internationale sénégalaise d'hier à demain, in Momar-Coumba Diop Éd., *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, pp. 549-578.
- Timera Mahamet** (1996) *Les Soninké en France. D'une histoire à l'autre*, Paris, Karthala, 244 p.

Olivier Leservoisier

L'association Pulaar Speaking à la croisée des chemins. Dynamiques migratoires et débats autour du sens à donner à l'action communautaire au sein du collectif migrant haalpulaaren (Mauritanie, Sénégal) aux États-Unis

Alors que les recherches sur les migrations des Haalpulaaren aux États-Unis demeurent rares, cet article s'attache à rendre compte des expériences migratoires des ressortissants de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, à partir de l'étude de la *Pulaar Speaking Association* (PSA). L'histoire de cette association, devenue aujourd'hui la plus grande association communautaire haalpulaar dans le monde, permet de s'intéresser au processus de construction d'un Nous communautaire, aux changements auxquels sont confrontés les migrants, ainsi qu'aux débats qui les animent, en particulier autour de l'enjeu d'un développement aux États-Unis.

Pulaar Speaking Association at the Crossroads. Migrations and Debates on the Meanings of Community among a Group of Haalpulaaren Migrants (Mauritania, Senegal) in the United States

Research on Haalpulaaren migrations in the United States is seldom. Based on a study of the organization Pulaar Speaking Association (PSA), this paper describes the migratory experiences of people originating from the middle valley of the Senegal River. While telling the history of this organization, the largest Haalpulaar association in the world, we highlight the process of community building, the changes that migrants have to face and the debates and oppositions rising between them especially on issues regarding their spreading in the United States.

La asociación Pulaar Speaking al cruce de los caminos. Dinámicas migratorias y búsqueda del sentido que puede impulsar la acción comunitaria dentro del colectivo de los migrantes haalpulaaren (Mauritania, Senegal) en los Estados Unidos

Mientras que las investigaciones sobre la comunidad haalpulaaren en los Estados Unidos siguen siendo escasas, este artículo se interesa a las experiencias migratorias de los habitantes del valle medio del río Senegal, a partir de un estudio de la *Pulaar Speaking Association* (PSA). La historia de esta asociación de la comunidad haalpulaar, la más importante en el mundo, es relevante tratándose de proceso de construcción de un sentido comunitario — un «nosotros» —, de los cambios que los migrantes tienen que enfrentar, y de los intercambios que los animan, en especial alrededor de la cuestión del desarrollo de su comunidad en los Estados Unidos.